

Au temps des cerises, comment discuter sans trop ergoter ? *Si sérieux, s'abstenir*

**Jean-Marie Harribey
Mai 2010**

*« Se moquer de la philosophie, c'est vraiment philosopher »
Blaise Pascal, Pensées*

S'il est un phénomène, sinon problème, récurrent dans Attac, c'est celui du rapport de l'expertise – ou supposée telle – avec la démocratie – réelle ou fantasmée–.

Cette récurrence a sans aucun doute quelque chose à voir avec l'objet ambitieux de l'association, l'éducation populaire, cette expression portant avec elle autant de perspectives positives que de risques puisqu'il s'agit de « transmettre », sans que l'aller-retour soit *a priori* assuré. La survenue régulière de conflits sur cette question doit être analysée, tout en la replaçant dans le contexte de la société au sein de laquelle le rapport entre science et démocratie n'est jamais simple.

Au cours des dernières semaines, la rédaction et la validation de documents ayant vocation à devenir des documents officiels de l'association, dans le but de lancer et d'animer des campagnes, ont été l'occasion de voir surgir de nouveau ces tensions toujours latentes. L'exemple le plus récent est celui des retraites.

Il faudrait pouvoir faire le tri entre les raisons profondes et celles qui servent de prétexte, également entre des raisons de fond et d'autres de méthode, voire entre des raisons se rapportant à des problèmes institutionnels gérables collectivement et des postures personnelles. Evidemment, tout se mélange.

Si l'on veut bien pardonner ma propre vivacité lorsque mon impatience l'emporte sur ma raison, voici quelques bribes de réflexion.

1. Tout est dans tout et réciproquement

Ce truisme a pour but d'attirer l'attention sur le fait que si l'on veut faire preuve d'un minimum de pédagogie, il faut accepter de ne pouvoir tout dire en même temps. Ainsi, l'appel « Faire entendre les exigences citoyennes sur les retraites » n'avait pas pour ambition en une page de faire le tour de tout. Il visait à frapper au cœur l'argumentation adverse (il n'y a pas d'autre solution que de travailler plus) et à réunir sur cette base le plus de mouvements sociaux, syndicaux et politiques possibles.

Le souci de poser l'ensemble des questions (ou le plus grand nombre) soulevées par l'enjeu de société que constituent les retraites devait être pris en compte par le biais de la multiplication de documents ultérieurs, de débats internes et publics.

Avant même que ce processus soit engagé, conduit et surtout mené à terme, des questions jaillirent, dont la légitimité ne fait aucun doute. Est-il possible cependant de ne pas confondre légitimité et opportunité ?

Dès le mois de juillet 2009, le Conseil d'administration fut informé de la réactivation, à l'initiative de trois d'entre nous, d'un groupe de travail pour préparer la probable campagne de 2010 sur les retraites. Intervention dans la dernière plénière de l'Université citoyenne d'Arles, « 4 pages » dans *Lignes d'Attac* de septembre, intervention lors de l'assemblée générale de Lyon en décembre se succédèrent pendant que le groupe de travail préparait un livre annoncé. Dès janvier 2010, le groupe sollicitait du nouveau CA la saisie de ce dossier.

Fallait-il arrêter le processus de rédaction du livre parce que le CA ne put se saisir du dossier avant ses réunions de mars et d'avril ? Fallait-il retenir le principe de validation qui fut exprimé lors du CA de mars par quelques administrateurs en réponse à la question que je posais à propos de la validation d'un autre document, la brochure « Taxes » : « la vérification doit être confiée aux moins compétents sur le sujet » me fut-il répondu. Heureusement, peu de personnes crurent un instant à la pertinence d'un tel propos.

2. Ni gardes rouges, ni gardes verts

Sur le fond, quatre séries de questions furent posées à propos des divers documents en cours d'élaboration et d'adoption sur les retraites.

- 1) L'accent mis sur la répartition de la richesse produite, en premier lieu entre travail et capital, en second lieu entre actifs et retraités, constitue-t-il une occultation des inégalités dans la société que le système des retraites actuel reproduit en bonne partie ? Je ne le pense pas. En témoignent les documents nombreux établis depuis de nombreuses années. Le dernier en date et le plus important, le livre *Retraites : l'heure de vérité* (Attac, Fondation Copernic, chez Syllepse, 2010), consacre un chapitre aux inégalités générales, un autre à celui dont sont victimes les femmes. Mais, l'une d'entre nous rend-elle public un texte spécifique sur les discriminations concernant les retraites des femmes, aussitôt une réaction enflamme nos listes électroniques : vous parlez des femmes, c'est donc la preuve que vous ne voulez pas parler des ouvriers parce que c'est politiquement incorrect. Que faut-il faire : envoyer nos intellectuels en rééducation dans les campagnes et dans les usines ? Ne peut-on se dispenser d'une mini « Grande révolution culturelle prolétarienne » dans Attac ?
- 2) Le décortilage des hypothèses retenues par le Conseil d'orientation des retraites et des scénarios qu'il dresse vaut-il approbation de ces hypothèses et scénarios ? Oui, implicitement, nous a-t-on objecté. Que l'on puisse jurer qu'il n'en est rien mais que ce décortilage est nécessaire pour en faire apparaître les contradictions et les dangers, que l'on demande instamment de lire nos documents avant de les condamner, rien n'y fait. La seule évocation du mot « productivité » est assimilée à une adhésion au productivisme. On a beau insister à longueur de pages sur la liaison entre la répartition de la richesse et la nature de celle-ci, c'est peine perdue. On peut répéter cent fois que les retraites sont liées à l'emploi, que celui-ci n'est pas séparable des finalités du travail et ces dernières de l'utilité sociale de la production, cause toujours, tu m'intéresses.
- 3) En lien avec la question présente, fut également évoqué le rapport entre les retraites et la référence au partage de la valeur ajoutée comptabilisée dans le PIB. Puisqu'on critique cet indicateur phare, ne peut-on pas envisager la question du financement des retraites sans se référer au PIB ? Si on maintient cette référence, n'abandonne-t-on pas la perspective de définir autrement la richesse, surtout si l'on considère que l'activité des retraités est éminemment utile à la société ? On revient ici à la question fondamentale de la « critique de l'économie politique » face à laquelle de multiples résistances perdurent, toujours au nom de la lutte contre l'économisme, sans voir que c'est justement l'économie politique et sa critique marxienne qui donne la possibilité de distinguer valeur d'usage et valeur économique. Les retraités produisent des valeurs d'usage mais qui ne font pas l'objet, et c'est sans doute heureux, d'une valorisation

marchande. Donc, *il n'y a pas d'autre source de revenus monétaires, dont font partie les retraites, que le PIB*¹, malgré toutes les critiques qu'on peut faire de celui-ci et la nécessité absolue de redéfinir la richesse hors de la marchandise.

- 4) Faut-il faire dépendre notre engagement dans la bataille sur les retraites de celui contre l'Europe néolibérale et le libre-échange ? Il ne fait aucun doute que la frénésie avec laquelle tous les gouvernements s'attachent à « réformer » les retraites fait partie de l'approfondissement du processus de financiarisation de la société, de libéralisation et de privatisation des services publics et de l'ensemble de la protection sociale, approfondissement rendu d'autant plus nécessaire que les seules perspectives à court terme de sortir de la crise du profit sont d'élargir toujours davantage le périmètre de la marchandise et d'accroître la pression sur la condition salariale. Plus personne ne doute non plus que, s'il en fallait une, la preuve est faite que la construction de l'Union européenne, notamment par les traités qui l'encadrent et par le statut de la Banque centrale européenne, est une pièce essentielle de la financiarisation née de la liberté totale de circuler accordée aux capitaux dont la conséquence est évidemment le libre-échange intégral. Autrement dit, destruction de la protection sociale, dont les retraites, et libre-échange des marchandises procèdent d'une cause commune, les transformations exécutées dans la violence de classe du capitalisme contemporain. Mais mettre un lien direct entre les retraites et le libre-échange est une faute logique avant d'être une erreur politique. Faute logique car c'est transformer deux phénomènes reliés entre eux par des causes communes en un lien de causalité de l'un sur l'autre. Erreur politique car si on attend, dans une bataille sur les retraites dont l'issue va se jouer en quelques semaines, d'avoir remis en cause le libre-échange qui supposera des années de re-régulation et de contrôle, on peut être certain du résultat. En revanche, la crise de l'UE est aujourd'hui telle, confirmant (presque trop bien) nos analyses, son orientation néolibérale étant de plus en plus illégitime, que nous pourrions proposer d'ouvrir un *processus constituant* puisque tous les dispositifs qui nous avaient été vendus pour l'éternité viennent d'être déclarés caducs par leurs propres concepteurs. De la même façon, la crise montre que la monnaie unique a été une machine à produire de l'hétérogénéité et non pas de la convergence entre les pays membres. Deux discussions pourraient être amorcées : l'une sur *l'impossibilité de l'existence durable d'une monnaie unique sans coordination budgétaire* à la hauteur des enjeux ; l'autre sur la nécessité pour certains pays de pouvoir *recupérer des marges de manœuvre*.

Trois scénarios sont possibles. Le premier est d'organiser un transfert massif de ressources budgétaires, condition *sine qua non* pour pouvoir garder une monnaie unique. Il ne pourra être réalisé sans une mise à plat de la configuration institutionnelle, d'où l'intérêt d'un processus constituant. Le deuxième est de redonner la possibilité aux pays composant la zone actuellement dite « euro » de procéder à des ajustements de change, c'est-à-dire, en fait, passer d'une monnaie unique à une monnaie commune. Son risque est un délitement du principe même d'une construction européenne. Et il ne pourrait être qu'un pis-aller temporaire pour desserrer la contrainte pesant sur certains pays. Le troisième scénario est de procéder à un

¹ Certaines voix sous-entendent le contraire dans une perspective plutôt écologiste, comme Patrick Viveret, dans un texte intitulé « Sortir d'une vision réductrice de l'activité », écrit pour la revue de la CFDT, 2010. C'est un problème analogue à celui rencontré dans le rapport de la Commission Stiglitz qui propose d'intégrer la « valeur économique du temps libre » (voir ma critique, <http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/valeur/stiglitz.pdf>). Dans une direction plutôt sociale, B. Friot, *L'enjeu des retraites*, Paris, La Dispute, 2010, soutient que les actifs ne font pas vivre les retraités mais que ceux-ci créent la valeur qui les rémunère (voir mon commentaire à paraître pour le séminaire du MATISSE, 15 juin 2010).

ajustement macroéconomique par l'austérité salariale et l'augmentation de la durée du travail de ceux qui en ont un, puisque le chômage explosera à cause de la formation de gains de productivité par le freinage de la création d'emplois si le temps de travail augmente.

La tendance néolibérale à l'œuvre est de s'orienter vers la troisième solution. C'est l'Allemagne qui est en train de donner le « la » : imposer l'austérité à toute l'Europe et faire mine d'obtenir une accalmie des marchés financiers en leur imposant une taxation ou en interdisant certaines ventes à découvert. D'un côté, on assomme les peuples pour rassurer les marchés, de l'autre, on exige une petite contrepartie des marchés financiers. Le résultat sera une aggravation des déficits, laquelle exigera une purge sociale encore plus drastique.

On voit donc comment s'articulent temps de travail, retraites, productivité, emploi et austérité pour faire payer la crise capitaliste aux travailleurs et aux retraités, le tout dans un carcan néolibéral dont le cadre européen actuel est l'exemple type. Mais, de grâce, ne résumons pas cela à une relation mécanique et directe libre-échange des marchandises/retraites. Ce qui n'empêche pas, au contraire, de mener cette bataille pour les retraites par répartition en liaison avec notre refus global de la marchandisation, des fonds de pension, du traité de Lisbonne et de la stratégie du même nom, etc. De ce point de vue, il est très important qu'Attac ait pu relancer la campagne sur les taxes contre la finance au moment où nous avons à lutter sur les retraites.

Si on a en tête une perspective longue, c'est-à-dire une périodisation longue de l'évolution du capitalisme contemporain, la crise actuelle est le rebond à une hauteur beaucoup plus importante de la crise de suraccumulation de capital des années 1960-70 qui n'avait été « calmée » que par un renforcement de l'exploitation de la force de travail initié par la décision de déconnecter les salaires par rapport à la productivité, renforcement rendu plus facile par la circulation des capitaux et, par suite, des marchandises. Crise « rebond » sur fond d'excroissance gigantesque de capital fictif et sur fond de crise écologique.

Trop rouge, quand on a mis, dans un passé récent au sein d'Attac, l'accent sur la logique capitaliste, pas assez rouge quand on parle des femmes « à la place » des ouvriers, trop vert quand on initiait l'articulation du social et de l'écologie dès la naissance d'Attac, pas assez vert quand on prononce les mots de « productivité » et de « répartition du PIB ». Tout est bon pour faire « feu sur le quartier général des économistes ». Circonstance aggravante : si certains d'entre nous sont cantonnés à un rôle de correcteur de l'accord du participe passé conjugué avec l'auxiliaire avoir, c'est certainement en raison de leur attachement à la grammaire bourgeoise, illustratrice d'une « violence de classe » (je cite). Une seule solution : le camp de rééducation pour éradiquer toute survivance culturelle du passé ? Inutile d'exhiber un curriculum vitae attestant d'une origine sociale infra modeste, cela vaudrait aggravation du verdict : double trahison, envers les autres et vis-à-vis de soi-même.

Plaisanter permet de relativiser le problème mais ne l'élimine pas.

3. Feu sur le quartier général des économistes

Le projet mûrissait depuis un certain temps, tellement s'accumulaient les diagnostics selon lesquels le Conseil scientifique, non seulement comportait trop d'économistes, mais surtout d'économistes économicistes, ce qui, soit dit en passant, est un pléonasme dans la bouche des diagnostiqueurs. Mon intention n'est pas de sous-estimer le risque toujours

potentiel d'entraînement de nos analyses vers les dogmes dominants pour lesquels l'économie commande tout, dans la réalité et dans la théorie, mais elle est d'essayer de garder une ligne de crête pour insérer l'économie, en tant qu'approche théorique, dans les sciences sociales sans tomber dans un dogmatisme ou dans un autre. Le cocasse d'ailleurs est d'avoir passé une vie professionnelle (et je ne dois pas être le seul) à être montré du doigt pour n'être pas un « vrai » économiste et d'entendre dans Attac le contraire.

Ce qui caractérise à mes yeux la spécificité de ces fichus économistes d'Attac, pouilleux entre les pouilleux, c'est d'essayer (je dis bien essayer) de faire un travail de socio-économistes, à partir de grilles d'analyses personnelles de départ multiples (si le mot n'avait pas été galvaudé, je dirais « plurielles ») mais rendues au sein du CS largement complémentaires. La globalité de la crise du capitalisme néolibéral en donne une illustration et a permis de mobiliser ces savoirs complémentaires, issus du marxisme (exploitation du travail et suraccumulation du capital), du réencastrement polanyien (l'impossibilité d'aller vers une société de marché), du keynésianisme (nécessité de réguler) et de l'écologie (planète finie).

Assiste-t-on au sein du CS, et d'Attac en général, à une conversion du type de celle de Paul de Tarse sur son chemin de Damas (il paraît que ledit Paul serait né en 10 de notre ère, pile deux mille ans, de quoi fêter un double millénaire en demandant aux économistes critiques de se faire hara-kiri) ? Ou bien à une lente maturation initiée dès le premier jour ?

Significatifs sont les trois premiers « 4 pages » écrits en 1999 et publiés par Attac au printemps 2000 : « Épargne salariale : fausses raisons et vrais enjeux », « Les paradis fiscaux ou la finance sans lois », « Emploi ou finance : un choix de société ». Significative aussi la première intervention dans Attac sur l'écologie lors de la première Université d'été à La Ciotat en août 2000, « Économie et écologie » reproduite dans le livre dirigé par René Passet *Une économie au service de l'homme*, et suivie de centaines de réunions publiques et manifestations à l'initiative des comités locaux, et de la publication d'un livre validé par le CS *Le développement a-t-il un avenir, Pour une société économe et solidaire* en 2004.

Le CS a prévu un séminaire le 27 mai prochain pour « s'élargir ». C'est une bonne initiative sans aucun doute. Les raisons invoquées sont-elles pour autant pertinentes ? Si l'on en croit un message de Thomas Coutrot du 26 février 2010, il s'agit de « renouveler profondément le CS non seulement dans sa composition mais surtout dans son mode de fonctionnement. De ce point de vue, il est important que les nouveaux "intégrés" ne le soient pas sur une base du « un par un » mais fassent une entrée collective et massive qui marque la volonté du CS de se refonder sur de nouvelles bases moins économicistes, plus sociologiques, écologiques et philosophiques, travaillant aussi sur d'autres rapports au savoir et à l'éducation populaire. »

Allant dans le même sens, le message d'invitation au séminaire du 27 mai adressé par Aurélie Trouvé, Thomas Coutrot et Dominique Plihon le 29 avril dernier fait état de la décision du Conseil d'administration de « nommer Geneviève Azam coprésidente du Conseil scientifique. Cette décision reflète le double souhait de poursuivre la recherche de structures d'animation plus collégiales, et de reconnaître l'importance aujourd'hui décisive, pour la réflexion d'Attac, de l'articulation entre questions sociales, écologiques et démocratiques. » Qu'il faille tendre vers des animations collégiales est notre objectif à tous. Que Geneviève soit la personne idoine au regard de ses qualités intellectuelles et humaines, cela est indiscutable. C'est donc une très bonne décision. Mais fallait-il prendre une décision légitime en invoquant une raison qui l'est peut-être moins car elle accrédite l'idée d'une conversion « aujourd'hui décisive pour la réflexion d'Attac » à l'articulation social/écologie/démocratie ? Cette affirmation ne méconnaît-elle pas l'histoire d'Attac, en niant le travail collectif réalisé non pas depuis quelques mois ou années mais depuis le début ? En accréditant l'idée qu'il y aurait eu une conversion récente d'Attac à l'écologie, il n'est pas certain qu'on renforce la

crédibilité de l'association, en la privant de la possibilité de montrer la cohérence inscrite dès le départ dans la lutte contre le capitalisme néolibéral, lutte qui, d'emblée, au sein Attac et de tous les forums sociaux, a pointé l'écologie comme une dimension essentielle de l'altermondialisme.

Quelle importance cela a-t-il de refuser une telle transformation, pour ne pas dire falsification, de notre histoire ? Ce qui est en jeu, c'est la transmission de la mémoire. La transmission de la mémoire est sans doute le principal intérêt de la démarche d'éducation populaire que le mouvement ouvrier a portée, notamment pendant une bonne partie du XX^e siècle, et qu'il a quasiment abandonnée lorsque la restructuration capitaliste a fait reculer massivement le syndicalisme et que l'effondrement de la perspective d'émancipation révolutionnaire a précipité l'arrivée de l'idéologie de la « fin de l'histoire ». Attac a eu une intuition géniale de reprendre le flambeau de l'éducation populaire, laissée en jachère. Or, ne voilà-t-il pas une tentative de mini-révision de notre courte histoire en laissant croire qu'on a vraiment besoin de se convertir ou d'accélérer la conversion qui au social, qui à l'écologie, qui à la philosophie, etc. !

Bienvenue donc aux économistes non économicistes s'il en existe, aux sociologues et philosophes, tous « nouveaux » par définition, qui nous sortiront de la gangue productiviste et économiciste.²

Sur la question de l'économisme et de l'ouverture aux différents savoirs, au moins trois problèmes devraient être discutés car on retrouve la même frontière ténue entre raisonnement économique et économisme que celle existant entre raison et rationalisme scientifique.³

- 1) Qu'est-ce que l'économisme ? Et qu'est-ce que la critique de l'économisme, au sein des sciences sociales, et au sein d'Attac lorsque cette critique habille une critique du marxisme le plus orthodoxe et le plus dépassé pour y ramener tout marxisme et considérer comme nuls et non avendus tous les efforts accomplis pour féconder l'écologie politique par le marxisme et réciproquement ? Y a-t-il un seul livre d'Attac ou un document important dans lesquels on peut indiscutablement repérer l'économisme sous-jacent ou explicite ? Ne sommes-nous pas en train de confondre la *saisie de questions* qui ont pour partie un objet économique avec le *traitement de ces questions*, c'est-à-dire avec la *méthodologie* pour les traiter ? La raison d'être d'Attac qui figure en tête de ses statuts est de contribuer à enlever le pouvoir à la finance capitaliste. C'est donc un objet économique-politique, ce n'est pas un objet de mathématiques, d'astro-physique, de biologie, etc. En revanche, pour traiter cet objet économique-politique, nous avons besoin de mathématiques (pour calculer la progression de la... productivité du travail et sa répartition !), de biologie (pour nous opposer aux OGM voulus par les multinationales que nous combattons), de physique même (rapport à la thermodynamique) et évidemment de sociologie et de philosophie. Dit encore de manière plus brève, *il ne faut pas confondre l'objet et la méthode*. Dira-t-on que la méthode va influencer l'objet ? Peut-être, cela nous fera une discussion épistémologique supplémentaire, mais une fois repérée la nuance

² Se souvient-on que le premier président du CS, René Passet, économiste de son état (qui est toujours président d'honneur du CS), fut l'un des initiateurs en France de la critique de la vision dominante de l'économie sur l'écologie dès la fin des années 1970 et l'un des inspirateurs de la bio-économie, et que, à sa suite, de nombreux travaux individuels et collectifs furent menés ?

³ Ce que je pense de l'économisme : J.M. Harribey, « Valeur-travail, transformations du capitalisme et primat de l'économie : controverses, malentendus et contresens », in I. Sainsaulieu (dir.), *Par-delà l'économisme, La querelle du primat en sciences sociales*, Paris, L'Harmattan, Logiques sociales, 2008, p. 101-116, <http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/valeur/economisme.pdf>; « La lutte des classes hors sol ? À propos du prétendu économisme de Marx », *Contretemps*, Nouvelle série, n° 1, 1er trimestre 2009, p. 123-133, <http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/valeur/castoriadis-debat.pdf>.

précédente qui n'est pas mince. Sinon, il y a un risque à voir se constituer en système interprétatif le couple « lutte contre l'économisme congénital du CS et conversion à l'écologie ».

- 2) Le CS a-t-il vocation à occuper l'espace de tous les savoirs humains ? Je n'en suis pas sûr. Tout l'espace des savoirs en sciences sociales ? Si possible, oui. Mais ce ne sera pas atteint seulement en mettant côte à côte économistes *a priori* economicistes, sociologues, philosophes, etc. En effet, si la sociologie est moins atteinte que l'économie par l'idéologie de l'homo œconomicus et de la rationalité individuelle, elle n'est pas exempte de ce type de travers, surtout dans ses variantes post-holistes. Comment le CS peut-il être le lieu de la fécondation mutuelle de ces savoirs ? C'est l'objectif affiché par le projet dit d'élargissement du CS. Ce projet est légitime à condition qu'il ne se dispense pas de traiter les questions précédentes. Pour réussir ce pari, il faut abandonner toute réécriture de notre histoire, et au contraire se servir de celle-ci pour aller plus avant.
- 3) S'ajoutent à cela les épineux problèmes de l'accessibilité de nos réflexions et documents et de l'aller-retour nécessaire entre les contributions du CS et celles des commissions et des adhérents. Là encore, nous ne partons pas de rien. Depuis douze ans, l'abondance des matériaux élaborés dans toutes les instances de l'association n'a d'égale que leur variété et la diversité de leurs origines : des exposés savants, référencés jusque dans les universités, aux tracts distribués aux coins de rue, en passant par les essais ludiques et autres prestations fréquentes à la base. L'expérience montre qu'il est parfaitement possible de conserver un degré de rigueur intellectuelle exemplaire à quelque niveau de technicité que ce soit, et que c'est justement ainsi qu'une véritable « éducation populaire » peut se développer. Ce n'est surtout pas en étant complaisant à l'égard de la rédaction de nos textes. Le diable se nichant dans les détails, nos adversaires auraient tôt fait de délégitimer nos analyses et propositions si elles étaient émaillées de « libertés » prises avec notre langue commune ou avec les savoirs élémentaires que l'on apprend à l'école communale. Nous ne partons pas de rien, mais il y a plus à faire que déjà fait, c'est certain. Raison de plus pour ne pas nous illusionner : nous n'avons pas à redécouvrir la lune chaque matin.

4. Conclusion : le clown blanc et l'auguste

Mes propositions partielles et provisoires peuvent être résumées ainsi :

- 1) refuser une parodie de « GRCP » au sein d'Attac : rouge et vert, d'accord ; gardes aux mêmes couleurs, non ;
- 2) discuter des analyses et propositions, d'où qu'elles viennent, d'accord ; les juger avant de les lire, ce n'est pas très sérieux ;
- 3) adopter la règle de la pluri-disciplinarité et de l'inter-disciplinarité comme méthode d'approche des problèmes à traiter, sans confondre celle-ci avec une couverture universelle des connaissances ;
- 4) établir, en liaison avec les autres structures, de réelles priorités pour initier les travaux de recherche devant aboutir à des publications ;
- 5) rester modeste dans la panoplie des thèmes dont doivent se saisir le CS en particulier et Attac en général ; sinon, le besoin d'élargissement du CS serait infini et,

par définition mathématique, le rendement serait une quête sans fin : un tonneau des Danaïdes auquel conduirait le meurtre des 50 économistes perpétré par 50 nouveaux savants estampillés « CS élargi » ;

- 6) associer des travaux menés par des membres du CS élargi et des chercheurs qui font le choix de rester en dehors d'Attac, mais qui acceptent de travailler avec nous (l'exemple des intervenants réguliers à notre Université sans être membre d'Attac le prouve) ; le CS peut pratiquer... l'ouverture de ses frontières... ;
- 7) élargir les compétences du CS et des autres structures, d'accord ; entraîner ces structures vers la désignation en leur sein de boucs émissaires (même s'ils ne sont pas désignés nominativement) affublés de nez écarlates d'économistes économicistes, d'accord aussi mais à condition de les rétribuer à titre d'auguste (celui qui sert de faire-valoir au clown blanc ; ça tombe bien, il n'y en a plus dans les cirques).

Je veux bien me procurer un gros nez écarlate. J'ai l'air de plaisanter, c'est pour cacher mon ergotage : tout est sérieux... mais pas très grave.

La preuve...

Annexe

Le clown blanc et l'auguste

dans

Le Circus savant

Le clown blanc : Eh bien, l'auguste, tu te souviens que nous donnons aujourd'hui pour nos spectateurs une leçon d'anthropologie de l'économie ?

L'auguste : Une apologie de l'économie ?

Le clown blanc : Mais non, imbécile, l'anthropologie. C'est une science supérieure à l'économie.

L'auguste : Je croyais que l'économie commandait tout.

Le clown blanc : Tu es bien un économiste économiciste. C'est comme un imbécile au carré : il se demande pourquoi le chien tourne pour mordre sa queue et il croit que c'est la queue qui fait tourner le chien⁴.

L'auguste : Tous les économistes ne pensent pas pareil. Certains disent que l'économie permet d'expliquer les choses et d'autres qu'elle fixe les bons objectifs.

Le clown blanc : Tu veux faire le malin, mais tu ne trompes personne. Le positif glisse vers le normatif et vice versa. Prends l'exemple de la croissance dont la plupart des économistes rêvent : pour eux, elle explique l'amélioration du bien-être et donc elle est bonne en soi, elle devient le bien-être lui-même. On ne peut être économiste et écologiste, comprends-tu cela l'auguste ?

L'auguste : Pourtant, j'ai le nez rouge et le pantalon vert.

Le clown blanc : L'économiste économiciste se déguise, mais, sous son habit, il y a toujours du Marx ou du Hayek, et ça revient au même puisque l'économie commande ou bien doit commander.

L'auguste : Tu me charries, clown blanc. J'ai lu un livre rigolo, *La crise m'est racontée*, où on explique que l'exploitation du travail et celle de la nature sont les deux faces d'une même médaille, l'endroit et l'envers, pile et face. C'est pour ça que j'ai mis un nez rouge et un pantalon vert.

Le clown blanc : C'est curieux, tu lis maintenant ? Mais ton truc est binaire. Il faut prendre en compte la complexité, l'articulation, l'interaction des phénomènes, pour faire la synthèse.

L'auguste : Ah, tu comptes ? Et tu comptes t'y prendre comment ?

⁴ Cette phrase est attribuée à Keynes.

Le clown blanc : J'élargis mon horizon, j'embrasse la connaissance et je refais l'Encyclopédie. Quand on a tout réuni, j'organise un travail collectif pour étudier l'individualisme.

L'auguste : Tu veux dire que chacun dit ce qu'il pense du collectif ?

Le clown blanc : Non, c'est le contraire. Enfin, c'est le contraire du contraire. C'est complexe, quoi. On fait une réunion. On demande à chacun ce qu'il veut écrire. Quand tout le monde a fini, on met bout à bout et comme ça n'a ni queue ni tête, on dit que chaque auteur garde la responsabilité de ce qu'il a écrit. On confie l'ensemble à un relecteur, il corrige nos fautes, il dit que c'est quelque chose en pleine maturation, on laisse passer quelque temps, on fait une palabre autour du livre et collectivement on approuve.

L'auguste : Et tu fais ça où et avec qui ?

Le clown blanc : Je transforme le CS en CS élargi.

L'auguste : Le CS ?

Le clown blanc : Oui, le *Circus savant*. Il tient scène ouverte une fois par mois, il écrit des livres, plusieurs par an, et il ouvre une Université chaque été.

L'auguste : Et alors, ça ne suffit pas ?

Le clown blanc : Non. Tous ses membres sont comme toi, rouge et vert dehors mais économiste à l'intérieur. Ça gâche tout. J'ai donc décidé de faire une greffe. J'appelle des disciples de Platon, d'Épicure et de Kant, d'Émile et de Marcel, de Max et de Pierrot, de Félix, Michel, Gilles et Cornélius, d'Hannah surtout parce qu'on a besoin de la parité, on a déjà Susan mais c'est insuffisant. Ensuite, on mélange le tout et ça rabaisse le caquet de tous les disciples de Karl – surtout si on fait appel à ceux de l'autre Karl, beaucoup plus présentable car il s'encastre partout –, bien trop nombreux et qui nous ennuiant avec leurs courbes de productivité et leur partage de la valeur ajoutée.

L'auguste : Et ça va faire une plus-value pour le Circus savant ?

Le clown blanc : Brrr, tu n'en sortiras jamais de tes catégories ! La richesse ne se mesure pas à cette aune-là. Nous nous serons enrichis du seul fait de nous réunir, surtout que je subodore (subodorer est un mot qu'il nous faudra expliquer dans nos campagnes d'éducation populaire) qu'il y aura beaucoup de seniors très expérimentés. Ça tombe bien, on parle beaucoup d'eux en ce moment à cause de leurs retraites. Vois-tu, les économistes économicistes ne pensent la retraite que comme un transfert de monnaie. Au lieu d'y reconnaître la fin de la subordination que subit le travail. L'émancipation, voilà une valeur qu'il faudrait mettre dans le PIB.

L'auguste : Ah bon, le fait de s'émanciper, ça donne des sous en plus ? C'est commode de ne plus être économiste au carré, comment dis-tu déjà, iconocliste ?

Le clown blanc : Non, imbécile, économiciste. L'iconoclaste, c'est moi, qui pulvérise la prétention de l'économiste économiciste.

L'auguste : Tu n'économises pas ta peine, alors ! Si l'économiste est obligatoirement économiciste, tu devrais être économe de ta salive. Finalement, tu es dépensier. Tu gaspilles de l'énergie.

Le clown blanc : Non, car j'ai entrepris une tâche énorme : transformer fondamentalement nos systèmes de transmission de la pensée. D'abord, j'articule, c'est le secret. Ensuite, j'ordonne, le social plus l'écologie, ça donne priorité à l'écologie.

L'auguste : Et c'est nouveau l'articulation ?

Le clown blanc : Oui, c'est nouveau. Avant, on avait le social comme but et moyen, ça ne pouvait donner que du social trop social. Maintenant on a social + écologie = écologie qui englobe le social. C'est une conversion majeure ; je dirais même plus, c'est une reconversion.

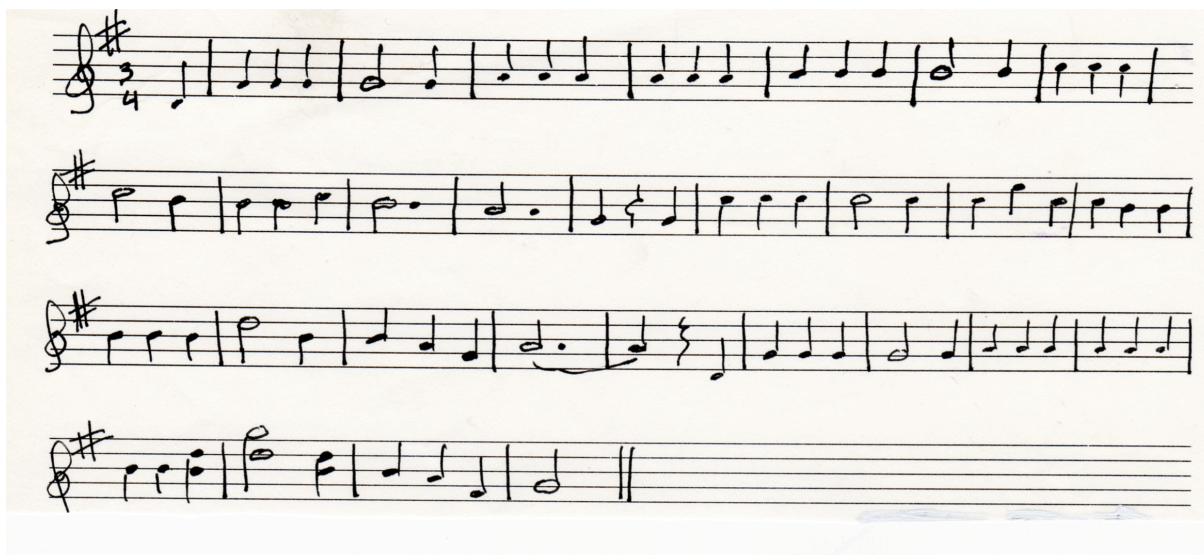
L'auguste : Tu te convertis deux fois ? Tu es sûr d'être bien compris ?

Le clown blanc : J'emploie les mots qui parlent et qui peuvent être entendus par tous. Je sors du jargon économique et je fais valider mes productions par le plus ignorant du sujet. Par exemple, je ne dis plus classe bourgeoise ou capitaliste, c'est d'un autre siècle, je dis « classe de Davos ». J'ai lu ça dans *Politis* et dans des livres récents et je trouve que c'est une bonne innovation langagière. La géographie, c'est plus parlant que l'économie saupoudrée de sociologie. Et puis, la géographie, ça fait davantage rêver que l'économie. Nous avons besoin de rêve, de merveilleux. Max, le désenchanteur, l'avait dit : la science explique la vie, mais ne lui donne pas de sens. Il faut donc imaginer des alternatives pour réenchanter le monde. Je te donne un dernier exemple : il y a trop de milliards qui circulent sur la planète et pas assez pour couvrir les besoins humains. Donc, on invente une taxe sur les premiers et on donne son produit aux seconds. À ce moment-là, s'engage une course poursuite qui illustre la complexité des choses : il faut que les besoins humains soient satisfaits avant que la taxe très efficace ait arrêté le va-et-vient des capitaux de Wall Street à Tokyo, Londres, Francfort et Zurich. On a ainsi besoin de suivre à la trace ces parcours.

L'auguste : Tu invites donc des géographes ? Je sais lire une carte Michelin, tu crois que je pourrais assister aux parades de ton Circus savant ? Parce que, si tu veux enchanter ton Circus savant, je connais des airs.

Le clown blanc : C'est ça, l'auguste, joue-nous quelque chose au lieu de ratiociner.

L'auguste fit une pirouette et prit son instrument.



Musique d' Antoine Renard

<http://www.attac.org/fr/blogs/jean-marie-harribey/6-01-2011/le-clown-blanc-et-lauguste>